

**GUIDE DE BONNES PRATIQUES
A L'INTENTION DES GOUVERNE-
MENTS SUR L'ENGAGEMENT DES
PERSONNES TRANS À L'ÉLABORA-
TION DES PLANS STRATÉGIQUES
NATIONAUX (PSN)**



GUIDE DE BONNES PRATIQUES A L'INTENTION DES GOUVERNEMENTS SUR L'ENGAGEMENT DES PERSONNES TRANS À L'ÉLABORATION DES PLANS STRATÉGIQUES NATIONAUX (PSN)

Cet ouvrage peut être reproduit et redistribué, en tout ou en partie, sans modification et sans autorisation écrite préalable, uniquement à des fins de promotion et/ou d'éducation à but non lucratif, à condition que toutes les copies contiennent la mention suivante :

3

© 2021 GATE. Cette œuvre est reproduite et distribuée avec l'autorisation de GATE. Aucune autre utilisation n'est autorisée sans l'accord écrit préalable de GATE. Pour toute demande d'autorisation, contactez gate@gate.ngo

Liste des auteurs dans cet ordre : Schoole, J., Theron, L., Niwagaba, N.

Remerciements :

| | |
|------------------------------|---------------------------|
| Montage : | Naomhán O'Connor |
| Coordinatrice du projet : | Erika Castellanos |
| Traduction française : | Olivia Ngou |
| Conception et mise en page : | Gabriel Germaine de Larch |
| Analyse des données : | Omar Torres Santaella |
| Transcriptions : | Mathilde Tomson-Myburgh |

Citation suggérée :

GATE. (2021). GUIDE DE BONNES PRATIQUES A L'INTENTION DES GOUVERNEMENTS SUR L'ENGAGEMENT DES PERSONNES TRANS À L'ÉLABORATION DES PLANS STRATÉGIQUES NATIONAUX (PSN). New York: GATE.

GATE tient à remercier les représentants du Ministère de la santé de l'Ouganda; le Programme national de lutte contre le sida et les IST (NASCOP), Kenya; ONUSIDA; amfAR; le Fonds mondial (droits communautaires et genre); COC Pays-Bas (programme Bridging the Gaps); Global Philanthropy Project; la cohorte des ONG, Ukraine; Jinsiango, Kenya; FEM Alliance, Ouganda; Men's Health Cambodia; et trans Alliance Sierra Leone qui ont partagé des informations et des idées au cours des entretiens et de la réunion de validation, et ont généreusement émis des suggestions pour le contenu et les textes des lignes directrices.

À propos de GATE

GATE est une organisation internationale de plaidoyer qui œuvre en faveur de la justice et de l'égalité pour les communautés trans, de genre différent et intersexuées. Enracinés dans nos mouvements, nous travaillons en collaboration avec des partenaires stratégiques au niveau mondial pour fournir des connaissances, des ressources et un accès aux institutions et processus internationaux. Notre vision est celle d'un monde sans violations des droits de l'homme fondées sur l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles. Notre stratégie consiste à transformer le paysage du plaidoyer mondial, de la création de connaissances et de la distribution de ressources par l'inclusion critique des mouvements trans, de genre divers et intersexes à tous les niveaux des processus politiques, juridiques et socio-économiques.

Notre travail sur la dé-pathologisation se concentre sur la campagne pour la reconnaissance légale du genre, les soins de santé affirmant le genre et leur couverture, et en cherchant à faire reconnaître que de nombreuses violations des droits de l'homme sont enracinées dans la pathologisation. Pour ce faire, nous nous engageons auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé sur des processus spécifiques, notamment la réforme de la classification internationale des maladies ; nous établissons des dialogues critiques avec les principales parties prenantes et nous produisons et partageons des ressources techniques et politiques ; nous présentons la pathologisation comme une question clé au sein du système international des droits de l'homme ; et nous surveillons la dépathologisation légale et les attaques fondées sur l'idéologie du genre contre nos communautés. Pour en savoir plus sur GATE, consultez le site www.gate.ngo

| | |
|----------------------------|---|
| Introduction | 5 |
| Méthodologie | 5 |
| Présentation Des Resultats | 6 |

Note sur la langue : Dans ce guide, nous utilisons le terme « trans » pour désigner les communautés transgenres et de diverses identités de genre, c'est-à-dire les populations qui ne sont pas cisgenres.

Dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, les populations trans sont parmi les groupes les plus touchés par le VIH. Dans toutes les régions, les populations trans sont confrontées à des niveaux élevés de stigmatisation, de discrimination et de violence structurelles et sociétales qui entravent la disponibilité et l'accès aux services de santé, y compris ceux liés au VIH.¹

Malgré cela, les populations trans ne sont souvent pas intégrées dans les efforts nationaux de collecte de données ou ne sont pas reconnues par les gouvernements nationaux comme des populations prioritaires dans leurs réponses au VIH. En conséquence, l'inclusion significative des personnes trans dans les plans stratégiques nationaux (PSN) est rare et cette exclusion continue de contribuer aux mauvais résultats de santé liés au VIH au sein de cette population et conduit à des niveaux relativement faibles de financement et de programmation spécifiques aux personnes trans. Les donateurs accordent de plus en plus la priorité au financement d'interventions inscrites dans les PSN, de sorte que justifier l'inclusion de priorités non alignées sur les PSN est une tâche lourde et difficile. Ainsi, là où elle a été réalisée, l'inclusion des populations trans dans les PSN a contribué à accroître le financement national et international des communautés trans.

Ce guide à l'intention des gouvernements nationaux vise donc à combler le fossé de l'exclusion en élaborant des directives de bonnes pratiques qui proposent des étapes claires et un langage approprié que les gouvernements peuvent utiliser pour faciliter et encourager l'engagement et la participation significatifs des communautés trans dans l'élaboration des PSN.

Méthodologie

Cette recherche a utilisé différentes approches, y compris une exploration initialement large des thèmes pertinents tels que les soins de santé inclusifs pour les trans, les soins liés au VIH et des exemples de stratégies, de matériel de formation, etc. pour avoir une idée des tendances générales. Les entretiens nous ont permis d'identifier les problèmes rencontrés par les personnes transgenres pour assurer l'engagement des communautés transgenres dans le développement des PSN.

Une étude théorique a été menée pour recueillir des informations sur la communauté transgenre en tant que population clé des PSN :

¹UNAIDS (2021). HIV and transgender and other gender-diverse people. Human Rights Fact Sheet Series.

- Une courte enquête électronique comportant 14 questions clés a été élaborée et diffusée auprès de la communauté trans, y compris les activistes et les réseaux trans de chaque région du monde, afin de solliciter des informations sur les niveaux actuels d'engagement communautaire dans les PSN, en leur demandant ce qui constituerait un engagement significatif, et ce qui doit être fait pour atteindre un tel objectif. Nous avons obtenu 45 réponses complètes. Il y avait deux questions subsidiaires, pour indiquer si les répondants étaient trans-identifiés, et si leur organisation travaillait avec les PSN à quelque niveau que ce soit.
- Des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe ont été menés avec des activistes, des fonctionnaires, des donateurs et des représentants communautaires d'organisations dans les régions ciblées afin d'exploiter les informations obtenues dans l'enquête. Des activistes transgenres du Cambodge, du Kenya, de la Sierra Leone, de l'Ouganda et de l'Ukraine, des membres de la communauté des donateurs de Bridging the Gaps/COC Netherlands, du Fonds mondial, du Global Philanthropy Project et de l'ONUSIDA, ainsi que des représentants de l'État et du PSN du Kenya et de l'Ouganda ont été interrogés.
- Des études de cas spécifiques à chaque pays ont été développées, étudiant de plus près la situation dans plusieurs pays avec des situations d'inclusion et des réalités juridiques variables pour les personnes trans, et les documentant comme base pour le plaidoyer et l'inclusion.
- Des réunions de validation ont été menées avec des activistes trans clés de différentes régions pour finaliser les lignes directrices.

Présentation Des Resultats

Vous trouverez ci-dessous les résultats de la recherche entreprise.

Les trans en tant que populations clés dans le PSN :

- L'ONUSIDA considère que les gays, les homosexuels, les prostitués, les transsexuels, les toxicomanes et les prisonniers et autres personnes incarcérées sont les cinq principaux groupes de population clés qui sont particulièrement vulnérables au VIH et qui n'ont souvent pas un accès adéquat aux services.
- La majorité des PSN utilisent le terme "populations clés" pour décrire une catégorie de populations présentant un intérêt particulier pour l'épidémie de VIH. La signification exacte de ce terme, les populations qu'il représente et ce que ces populations ont en commun, varie au sein des PS et entre eux. Les PSN utilisent plusieurs termes pour décrire des groupes de populations. Les exemples sont les "populations marginalisées", les "populations les plus à risque" et les "groupes vulnérables". Le PSN du Malawi, par exemple, place les travailleurs du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes dans la catégorie des "populations clés", tout en plaçant les prisonniers dans la catégorie des "populations vulnérables". Au Kenya, pendant longtemps, les programmes destinés aux populations clés se sont concentrés sur les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleuses du sexe et les personnes qui s'injectent des drogues. Les personnes transgenres accèdent aux services par le biais des programmes destinés aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et aux travailleuses du sexe, alors qu'elles présentent des risques et des vulnérabilités différents.

- L'analyse de genre réalisée au Kenya et le plaidoyer en faveur des populations clés mené par les organisations dirigées par des transgenres recommandent d'inclure les personnes transgenres dans les populations clés.³
- Dans la majorité des pays, le plaidoyer s'est intensifié pour assurer l'inclusion des personnes trans dans la catégorie des "populations clés" reconnues dans les PSN. Le succès du plaidoyer des activistes et des organisations transgenres pour l'inclusion des personnes transgenres dans les "populations clés" reconnues dans les PSN est évident dans les nouveaux PSN du Kenya et de l'Ouganda.

L'Ouganda met à jour sa définition des populations clés dans son Plan stratégique national de lutte contre le VIH et le sida 2020/21 – 2024/25⁴

« Populations clés : Désigne les personnes qui sont les plus susceptibles d'être exposées au VIH ou de transmettre le VIH et dont l'engagement est essentiel à une riposte réussie au VIH, c'est-à-dire qu'elles sont essentielles à l'épidémie et à la riposte. L'ONUSIDA considère les gays et les homosexuels, les prostitués et leurs clients, **les personnes trans**, les drogués (ID) et les prisonniers et autres personnes incarcérées comme les principaux groupes de population clés. Cette catégorisation s'applique également à l'Ouganda.

Le Deuxième Cadre stratégique du Kenya sur le sida 2020/21-2024/25⁵ définit :

Les populations clés en tant que membres des populations clés (PD), y compris les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HARSAH), les travailleuses du sexe (TQF), les personnes qui s'injectent et consomment des drogues (PWI/UDs) et les personnes trans, en raison du fait qu'elles ont une prévalence du VIH plus élevée que la population générale. Ils sont victimes de stigmatisation, de discrimination, de criminalisation et de violence, ce qui accroît encore leur risque et leur vulnérabilité liés au VIH et aux MST. L'exercice de cartographie et d'estimation du PC mené en 2018 a estimé qu'il y avait 206 000 TQF, 50 000 HARSAH, 19 000 FDD et 5 000 personnes Trans. L'exercice de cartographie et d'estimation du PC a également indiqué que 9 à 11 % des PCs dans les points chauds avaient moins de 18 ans, confirmant la nécessité d'inclure des populations clés plus jeunes dans les programmes. Il existe une disparité entre les sexes au sein des populations clés dans la manière dont la prestation de services est assurée. KASF II continuera à prioriser les PCs et à intensifier les interventions pour assurer une couverture complète des populations estimées et des personnes laissées pour compte, telles que les femmes qui s'injectent ou consomment des drogues, les jeunes PCs et les PCs dans les environnements migrants et les prisons, grâce à des plateformes d'accès de confiance.

² UNAIDS. (n.d.) Key Populations. <https://www.unaids.org/en/topic/key-populations>

³ World Health Organization. (n.d.) Focus on key populations in national HIV strategic plans in the African region. <https://www.afro.who.int/publications/focus-key-populations-national-hiv-strategic-plans-african-region>

⁴ The Republic of Uganda. (2020). The National HIV and AIDS Strategic Plan 2020/21 – 2024/25.

⁵ Harambe Ministry of Health. (n.d.) Kenya AIDS Strategic Framework II Sustain Gains, Bridge Gaps and Accelerate Progress. https://nacc.or.ke/wp-content/uploads/2021/01/KASFII_Web22.pdf

⁶ World Health Organization. (n.d.) Focus on key populations in national HIV strategic plans in the African region. <https://www.afro.who.int/publications/focus-key-populations-national-hiv-strategic-plans-african-region>

- Dans la région africaine, plus de la moitié des PSN reconnaissent l'importance d'impliquer les communautés PC, en particulier les communautés de travailleurs du sexe et d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. Les personnes transgenres, les détenus et autres personnes vivant en milieu fermé ou les consommateurs de drogues injectables sont rarement mentionnés à cet égard. Lorsqu'ils sont reconnus, les plans stratégiques nationaux attribuent divers rôles aux communautés de personnes vivant avec le VIH, notamment la facilitation de l'accès aux services de santé et leur amélioration, la participation à l'élaboration de la réponse nationale au VIH, le suivi des politiques, le plaidoyer et la responsabilité. Quelques plans stratégiques nationaux mentionnent l'importance de l'autonomisation des personnes clés dans la lutte contre l'épidémie de VIH.
- Certains des PSN nationaux qui reconnaissent les personnes transgenres comme des personnes clés incluent des activités spécifiques aux communautés transgenres, telles que le dépistage du VIH et le conseil/lien, le traitement et les soins du VIH, la rétention/suppression virale, la prévention et la gestion des co-infections et des comorbidités (hépatite virale, tuberculose, santé mentale), la programmation complète de préservatifs et de lubrifiants, la santé sexuelle et reproductive, la prophylaxie pré-exposition (PrEP), les interventions de réduction des risques pour la consommation de substances et l'injection sécurisée, les interventions comportementales et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Le PSN inclut également des objectifs et des indicateurs spécifiques aux personnes transgenres.

Participation des activistes trans aux stratégies du Plan stratégique national :

1. Pourquoi est-il important de mobiliser les activistes trans ?

- Les personnes transgenres sont l'un des cinq principaux groupes de population clés qui sont particulièrement vulnérables au VIH et qui manquent souvent d'un accès adéquat aux services. Les populations clés représentaient 65 % des infections au VIH dans le monde en 2020. Les populations clés représentaient 93 % des nouvelles infections au VIH en dehors de l'Afrique subsaharienne et 35 % en Afrique subsaharienne. Cependant, elles restent marginalisées et largement hors de portée des services VIH dans la plupart des pays.
- Les communautés apportent une contribution inestimable à la riposte au sida. Les communautés de personnes vivant avec le VIH, de populations clés, y compris les transgenres, conduisent et soutiennent la prestation de services VIH, défendent les droits de l'homme, soutiennent leurs pairs. Les communautés sont l'élément vital d'une réponse efficace au sida et constituent un pilier important de ce soutien.
- Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, les pays se sont engagés à atteindre 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) jusqu'en 2030. L'un des principes fondamentaux des 17 Objectifs de développement durable (ODD), et de la riposte au sida, est que personne ne doit être laissé pour compte. Il est impossible de mettre fin à l'épidémie de sida sans répondre aux besoins des personnes vivant avec le VIH et des populations clés, ainsi qu'aux déterminants de la santé et de la vulnérabilité. Cependant, les gouvernements ont encore du mal à garantir un engagement significatif des populations marginalisées dans la prise de décision, et il existe toujours des lois régressives, la condamnation pénale des mariages entre personnes de même sexe, la transphobie, la stigmatisation, la discrimination, les mauvais traitements et la violence, le manque de données sur le risque de VIH pour les personnes trans et la faible application de la loi par les fonctionnaires de la justice et de l'application de la loi, et limitent l'accès des jeunes trans à l'information, la participation et les services affectant leur santé et leur bien-être.

En juin 2021, les États membres de l'ONU ont adopté une série d'objectifs nouveaux et ambitieux dans une déclaration politique lors de⁷ la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur le sida. La déclaration politique a reconnu avec préoccupation que les 5 PCs, y compris les personnes trans, sont plus susceptibles d'être exposés au VIH et de faire face à la violence, à la stigmatisation, à la discrimination et aux lois qui restreignent leur mouvement ou leur accès aux services. Les États Membres se sont également engagés à respecter le principe d'une plus grande participation des personnes vivant avec le VIH/sida et à veiller à ce que les réseaux mondiaux, régionaux, nationaux et infranationaux pertinents et les autres communautés touchées soient associés à la prise de décisions, à la planification, à la mise en œuvre et au suivi de la riposte au VIH, et bénéficient d'un appui technique et financier suffisant. **Un nouvel ensemble d'objectifs a été convenu, précisément en ce qui concerne l'engagement et le leadership des collectivités dans la prestation des services, y compris s'assurer que les organismes dirigés par la collectivité offrent** :⁸

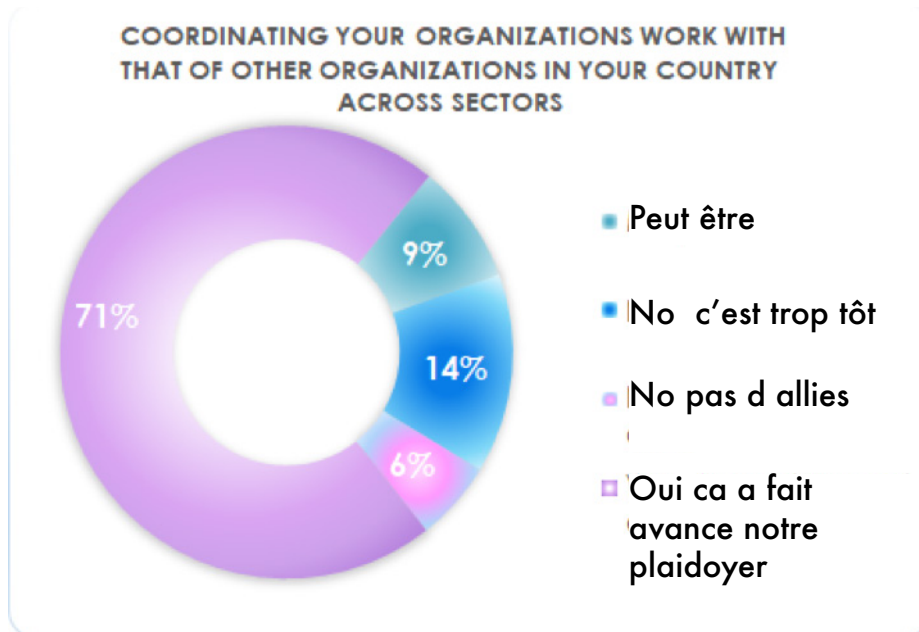
- 30 % des services de dépistage et de traitement, en mettant l'accent sur le dépistage du VIH, le lien avec le traitement
- 80 % des services de prévention du VIH pour les populations à risque élevé d'infection par le VIH, y compris pour les femmes au sein de ces populations
- 60 % des programmes visant à soutenir la réalisation de catalyseurs sociétaux.

Il est essentiel que les programmes gouvernementaux soient conçus et mis en œuvre pour tenir compte des différents besoins et droits des personnes trans, y compris les jeunes trans, en fonction de leur âge, de leurs expériences, de leurs comportements spécifiques, des complexités de leur environnement social et juridique et du contexte épidémique. Bon nombre d'activistes et d'organisations trans croient au pouvoir de travailler dans un réseau de partenaires partageant les mêmes idées plutôt que de travailler en tant que communauté individuelle, étant donné la nature hétérogène et les besoins de la communauté trans. Le fait de travailler au sein d'un mouvement renforce le plaidoyer, car l'union fait la force. Il est également essentiel de reconnaître qu'il existe d'autres mouvements déjà en place, comme ceux des jeunes et des femmes, qui deviennent alors un point d'entrée pour la communauté trans afin de s'engager stratégiquement dans les processus décisionnels.

⁷ United Nations General Assembly. (2021). A/Res/75/284. https://www.unaids.org/en/resources/documents/2021/2021_political-declaration-on-hiv-and-aids

⁸ Communauté organisations dirigées ces organisations sont-elles dirigées par les personnes qu'elles servent et sont-elles principalement responsables devant elles? Dans la riposte au sida, cela comprend les organisations par et pour les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose et les organisations par et pour les personnes touchées par le VIH, y compris les hommes gais et autres hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les personnes qui consomment des drogues, les prisonniers, les travailleurs du sexe, les personnes transgenres, femme et les jeunes [world-aids-day-2019-communities-make-the-difference-en.pdf](https://www.unaids.org/en/resources/documents/2019/world-aids-day-2019-communities-make-the-difference-en.pdf) (unaids.org)

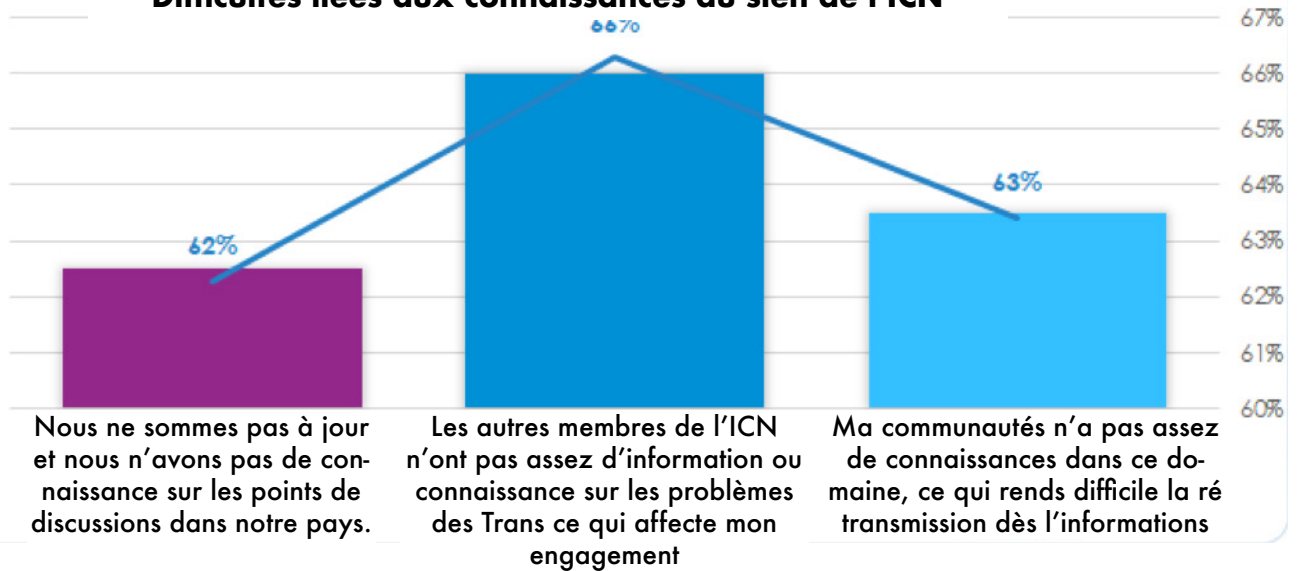
Coordination du travail de vos organisations avec celui des autres organisations dans votre pays dans les différents secteurs



2. Quelles sont les principales lacunes et les principaux défis en matière d'inclusion des trans dans le PSN ?

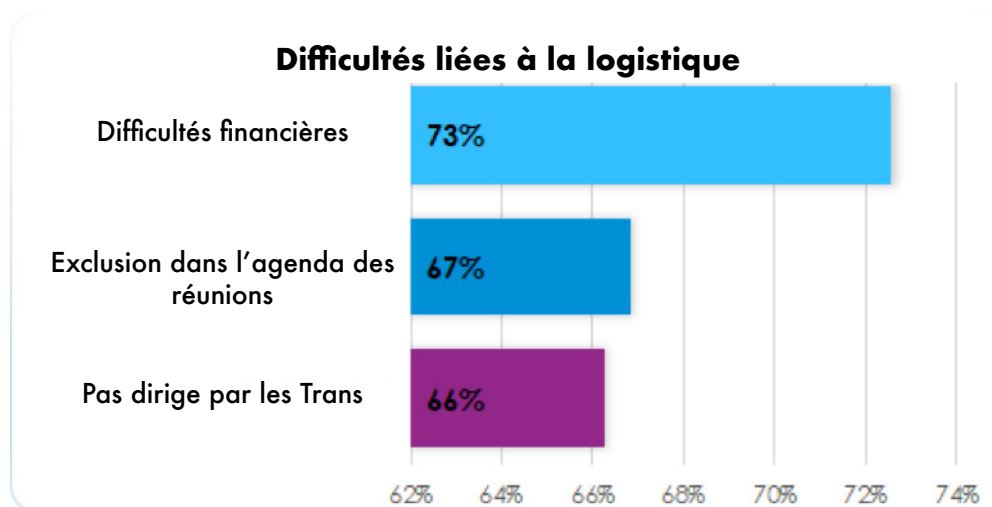
- Il est fréquent que les populations transgenres ne soient pas prises en compte dans les activités nationales de collecte de données ou reconnues par les gouvernements nationaux comme des populations prioritaires dans leurs actions de lutte contre le VIH. En conséquence, l'inclusion significative des personnes transgenres dans les PSN est rare, et cette exclusion continue de contribuer aux faibles résultats de santé liés au VIH au sein de cette population et conduit à des niveaux relativement faibles de financement et de programmes spécifiques aux personnes transgenres. Le risque plus élevé auquel les personnes transgenres sont confrontées est aggravé par le fait que la majorité des pays négligent encore les communautés transgenres et ne les incluent pas de manière significative dans la riposte nationale.
- Il est difficile de faire participer les personnes transgenres aux PSN lorsqu'elles ne se sentent pas soutenues par une reconnaissance médicale de leur identité sexuelle, et elles sont donc moins susceptibles de s'engager dans les services de prévention et de soins du VIH. Le racisme, la stigmatisation liée au VIH et la transphobie peuvent avoir un impact négatif sur les comportements à risque, la connaissance de la séropositivité, les soins relatifs au VIH et d'autres services nécessaires pour de nombreuses personnes trans.
- La disponibilité des données est l'un des facteurs les plus contraignants pour l'engagement des personnes trans dans les processus des PSN. Les données sur le VIH spécifiques aux personnes trans sont limitées et la majorité de la documentation publiée se concentre sur les femmes trans, étant donné la charge lourde avérée de l'infection par le VIH qu'elles supportent.
- De nombreux membres du mouvement trans ne disposent pas des compétences et des connaissances de base pour participer aux processus nationaux ; par exemple, les termes utilisés dans les documents et les réunions du PSN sont très techniques, ce qui entrave un engagement significatif.

Difficultés liées aux connaissances au sein de l'ICN



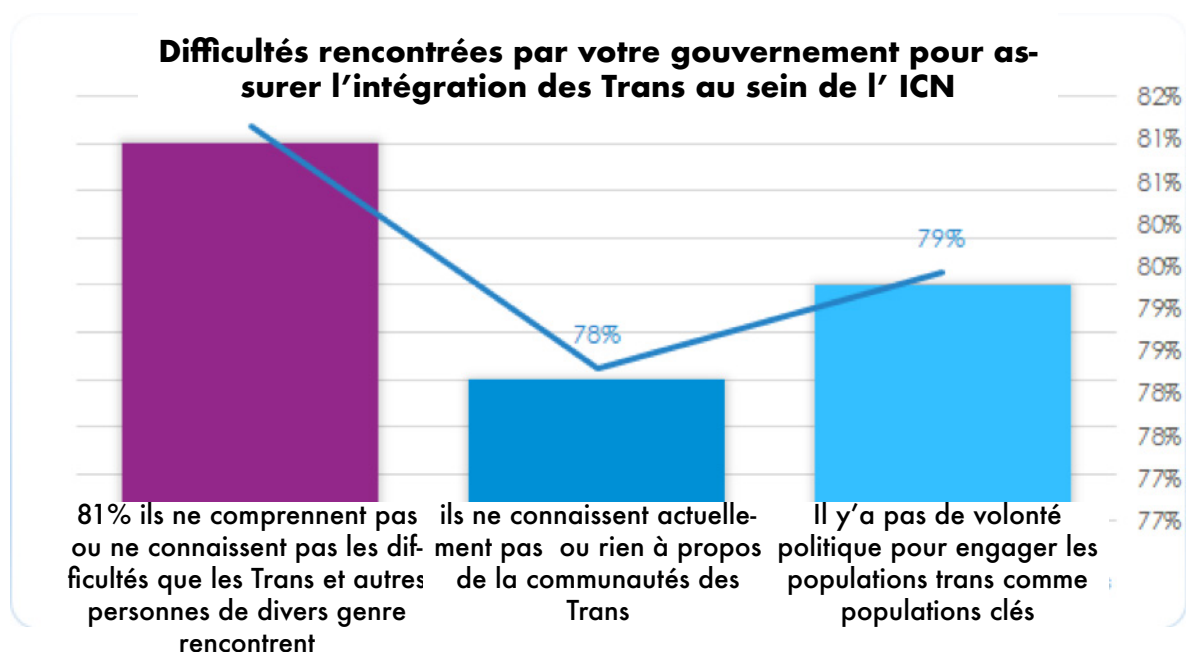
- Outre ces questions, les communautés trans font également face à des défis logistiques, notamment **des difficultés financières pour assister aux réunions ou aux consultations**. D'après notre enquête, 73 % de nos répondants ont indiqué que les difficultés financières constituaient le principal obstacle à leur participation. La deuxième contrainte la plus importante est que l'ordre du jour des réunions n'abordait jamais les sujets liés aux trans. La troisième difficulté et non moins importante était que, si leur PSN prévoyait des activités trans, la mise en œuvre et le budget n'étaient pas attribués aux organisations dirigées par des trans.

Difficultés liées à la logistique



- Les donateurs et les partenaires au développement ont investi des fonds dans le renforcement des capacités des activistes et des organisations trans afin qu'ils puissent s'engager dans la communication stratégique et le plaidoyer auprès des décideurs politiques pour les questions liées aux trans. Cependant, les communautés trans ont encore du mal à assurer le leadership et la coordination, ce qui crée des conflits pour les ressources et des voix discordantes au sein de la communauté globale qui peuvent parfois affecter les efforts de plaidoyer.

- Il existe encore des lacunes dans la volonté politique de s'engager sur les questions relatives aux populations clés, étant donné que les lois de nombreux pays criminalisent leur existence même. Certains pays considèrent les relations entre personnes de même sexe et le travail sexuel comme des crimes, entre autres; certains décideurs politiques ont des croyances religieuses fortement discriminatoires ; certains fonctionnaires ne comprennent pas ou ne savent rien de la communauté trans ; et certains ont peur des réactions négatives d'autres sphères du gouvernement et/ou des membres de la communauté. Tous ces éléments font qu'il est difficile de travailler ouvertement sur les questions trans et, par conséquent, beaucoup sont exclus des structures décisionnelles telles que l'Instance de coordination nationale (CCM ou ICN) et les Groupes de travail techniques (GTT).
- Lorsque nous avons demandé aux participants à l'enquête quels étaient, selon eux, les défis que leur gouvernement devait relever pour assurer l'inclusion des transgenres au sein des CCM, des GTT ou des groupes multipartites auto-organisés, ils ont répondu massivement (81 %) qu'ils ne comprenaient pas ou ne connaissaient pas les problèmes auxquels les transgenres et les personnes de sexe différent étaient confrontés. Cette réponse a été suivie par : "Il n'y a pas de volonté politique de s'engager auprès des personnes trans en tant que PC".

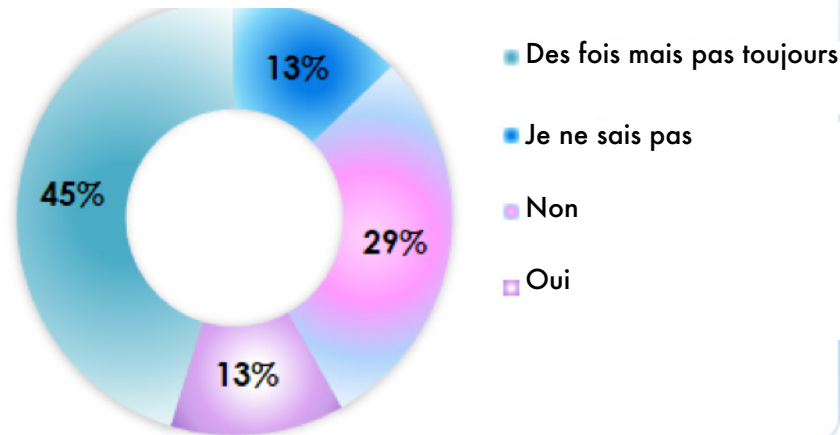


Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les gouvernements appliquent le principe de trans en tant que PC dans le PSN (au niveau national).

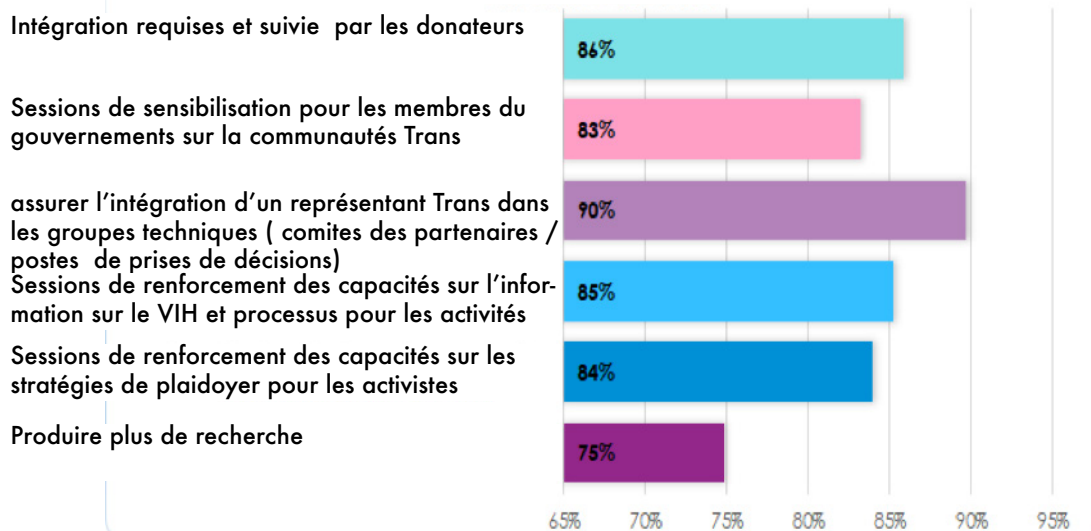
- Dans certains pays, les gouvernements ont été en mesure de donner suite aux activités ciblant la communauté trans ; par exemple, en Indonésie, les activités proposées par la communauté trans dans le PSN ont également été proposées dans la demande de financement mondial pour la période d'allocation 2020 - 2022 (TB, VIH et systèmes de santé résilients et durables). Dans des pays comme le Kenya, le programme national de lutte contre le sida et les IST (NASCOP), ainsi que des organisations dirigées par des trans, des partenaires de mise en œuvre, des donateurs et des partenaires de développement, ont conduit à l'élaboration de directives nationales pour la programmation des IST et du VIH avec les trans au Kenya. Ces lignes directrices décrivent l'approche de mise en œuvre et les services dont ont besoin les personnes trans dans le cadre de la lutte contre le VIH. Le guide décrit l'ensemble des mesures essentielles et souhaitables de prévention et de traitement du VIH pour la population transgenre.

Suivi effectif par le Gouvernement des engagements liés aux Trans



- La volonté de respecter l'engagement du gouvernement est attribuée à de forts mouvements trans dans le pays qui tiennent le gouvernement responsable des engagements pris dans le respect des droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) des communautés trans.
- Un résultat clé (90 %) de l'enquête souligne la nécessité d'inclure un représentant trans dans les GTT (comité de programme ou postes de décision).

Qu'Est ce qui il peut être fait pour améliorer l'engagement des Trans ?



Quelle place voulons-nous occuper ?

BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS POUR L'ENGAGEMENT DES PERSONNES TRANS

Nes Pratiques et Recommandations Pour L'engagement Des Personnes Trans

- **Étape 1 : Cartographier et identifier les organisations et réseaux dirigés par des trans** - En tant que gouvernement, il est important de cartographier les organisations et réseaux clés dirigés par des trans avec lesquels travailler. Il est important de disposer de cette base de données à des fins d'aiguillage, comme point de référence pour que les partenaires s'engagent dans ces processus, ainsi que pour promouvoir le rôle des PC dans la mise en œuvre du PSN. Le gouvernement peut s'adresser aux réseaux du PC dans le pays, aux organisations trans-nationales ou à d'autres militants des droits de l'homme pour obtenir des contacts. Les partenaires agissent également comme un canal d'information et de sensibilisation au sein de la circonscription.

- **Étape 2 : Établir un dialogue avec les activistes trans pour comprendre leurs besoins et leurs priorités (“ Rien de nous sans nous”)** - La poursuite du dialogue et des consultations avec les personnes trans et les organisations dirigées par des trans est essentielle, car la création de plateformes de conversations mutuelles, ainsi que le partage et l'apprentissage, constituent le point de départ d'une collaboration. Dans la pratique, de nombreux défenseurs des droits des personnes trans ne sont pas impliqués dans les processus nationaux pour diverses raisons, notamment l'environnement dans le pays à l'égard des personnes transgenres, ainsi que leur capacité à s'engager de manière productive. L'engagement peut être élargi au-delà des activistes individuels pour partager les invitations à travers les différents réseaux du PC, y compris les réseaux spécifiques aux trans, en diversifiant les plateformes (numériques) pour s'assurer qu'ils sont informés à temps, et en fournissant les informations nécessaires pour qu'ils puissent participer activement à ces forums.

Ces concertations aident les programmeurs à comprendre les besoins spécifiques, les attentes et les priorités de la communauté trans afin de pouvoir concevoir des actions qui répondent à leurs défis. Elles servent d'espaces de plaidoyer auprès des décideurs politiques et des personnes influentes lors de l'adoption et de la révision éventuelle des politiques et des cadres qui affectent la vie des personnes concernées. En outre, elles constituent une plateforme de mobilisation des ressources pour s'engager auprès des donateurs et des partenaires de développement, qui sont ainsi encouragés à allouer des ressources aux opérations en faveur de la population trans.

Les gouvernements devraient mettre en place un mécanisme permettant de s'assurer que les organisations dirigées par des personnes transgenres participent à l'ensemble du processus, de la conception à la prise de décision, en passant par l'élaboration du budget, en considérant les personnes transgenres comme un partenaire clé dans le cadre du PSN. Pour mieux comprendre les besoins et les défis des personnes transgenres, il est important d'écouter leurs propres expériences.

- **Étape 3 : Créer des opportunités d'engagement stratégique dans les structures de prise de décision (avoir un siège à la table)** - Le dialogue avec les personnes trans est important, cependant, il est également important que les activistes trans soient inclus dans les structures de prise de décision, car c'est là que sont élaborés, examinés et approuvés les budgets, les politiques et les cadres qui affectent leur vie. La présence d'activistes trans au sein de ces structures locales et nationales garantit la reconnaissance de ces groupes particuliers en tant que détenteurs de droits, l'appropriation des interventions et des stratégies (car elles sont proposées par la communauté elle-même), et un plaidoyer stratégique pour une inclusion significative des personnes trans dans le PSN. Il ne suffit pas d'offrir un siège à la table de décision. Les gouvernements doivent garantir un engagement structurel et significatif des représentants, qui doit se traduire par des interventions spécifiques en faveur des trans, des lignes budgétaires, des points clés de l'agenda et des fonctions.

Étude de cas n° 1 : L'Ouganda et le Kenya ont mis en place des groupes de travail techniques sur les populations clés au niveau national et au niveau des comtés. Ces GTT sont présidés par le ministère de la Santé et se réunissent tous les trimestres pour discuter des progrès du programme, des données probantes et d'autres questions de plaidoyer liées aux groupes de population clé.⁹

⁹The Republic of Uganda. (2019). Synthesis, Consolidation and Building Consensus on Key Priority Population Size Estimation in Numbers in Uganda. Uganda 2020-2024. https://www.theglobalfund.org/media/9768/crg_humanrightsuganda2020-2024_plan_en.pdf

« Nous les avons également engagés dans nos groupes de travail techniques. Nous avons récemment mis sur pied un sous-comité spécifique pour la communauté trans, et ils sont très heureux. Nous avons maintenant des réunions bilatérales avec les donateurs, où maintenant la [communauté] trans est en mesure de dire, ce sont les modèles de services que nous voulons, c'est ainsi que nous voulons des services adaptés à notre communauté, et nous aimons la défense des intérêts. Je pense que la défense des intérêts est très intacte, et très complète, et si l'on regarde l'époque, très sensible à la culture. Et ils veulent travailler avec le gouvernement juste pour s'assurer que la plate-forme est réellement améliorée afin qu'un plus grand nombre de leurs réseaux puissent être impliqués.

Par : Helgar Musyoki, Responsable de la prévention et gestionnaire du programme PC
NASCOP MOH
Kenya

- **Étape 4 : Générer des preuves pour le plaidoyer et la programmation** - Alors que les discussions se poursuivent, il est apparu nécessaire de produire des preuves pour donner la priorité aux personnes trans dans la riposte au VIH. Ces données probantes aident le programme national du PC à préconiser des interventions de prévention du VIH adaptées pour répondre spécifiquement aux besoins des personnes trans. En 2018, le programme PC du Kenya a mené une étude d'estimation de la taille pour la première fois, qui comprenait la cartographie et l'estimation du nombre de personnes trans dans les points chauds PC (sur la base de l'exercice, nous avons estimé 4 305 personnes trans qui sont à risque). Outre l'estimation de la taille de la population, le gouvernement peut collecter des données démographiques et épidémiologiques, en ventilant les données comportementales et la prévalence du VIH, évaluer l'efficacité des programmes qui traitent des problèmes auxquels sont confrontés les trans, en particulier les services offerts par les organisations dirigées par des trans, et étudier l'impact des lois et des politiques sur l'accès des jeunes trans aux services de santé et autres.

La participation des jeunes trans aux activités de recherche, de manière fiable et conforme à l'éthique, est essentielle pour garantir que les données recueillies sont pertinentes, acceptables et appropriées du point de vue de la communauté. Au Kenya, le gouvernement a pris en compte plusieurs sources de données, y compris la recherche menée par les trans, pour documenter les obstacles structurels rencontrés.

Étude de cas 2 : En 2019, l'Ouganda a inclus pour la première fois les personnes trans dans un groupe de population clé. Globalement, la population trans estimée se situe entre 0,1% et 1,1% de la population. La disponibilité de ces données a permis de fixer des objectifs de prise en charge et d'orienter la prestation de services et la budgétisation des programmes VIH pour la population trans.

- **Étape 5** : Inclusion des personnes transgenres dans le contexte national - Définir et reconnaître les personnes transgenres comme faisant partie des populations clés et vulnérables dans les cadres et directives nationaux, tels que les plans stratégiques nationaux de lutte contre le sida, permet d'engager le pays à reconnaître et à donner la priorité aux personnes transgenres dans la réponse au VIH. Cela détermine également les lignes de responsabilité pour la mise en œuvre de programmes de prévention du VIH adaptés aux personnes transgenres. Le gouvernement devrait également s'efforcer d'élaborer des politiques et des lois qui décriminalisent les comportements homosexuels, les identités de genre non-conformes et la reconnaissance juridique des personnes trans. L'élimination des obstacles juridiques permettrait de réduire la marginalisation des personnes transgenres et les problèmes qui aggravent leur vulnérabilité au VIH¹⁰

¹⁰ World Health Organization. (2015). Policy Brief: Transgender People and HIV. https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/179517/WHO_HIV_2015.17_eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Étude de cas 3 : Au Kenya, le programme national du PC, ainsi que les organisations dirigées par des trans, ont plaidé pour que la population trans soit considérée comme un groupe du PC dans le PSN Un plaidoyer fondé sur des données factuelles a permis d'inclure avec succès la population trans en tant que PC (avec les TQF, les HARSAH et les PHO) dans le Cadre stratégique du Kenya sur le sida II 2020-2024 (CNLA, KASF II). Le gouvernement kenyan a **inclus la communauté trans en tant que sous-population dans l'outil national de rapport du PC (MOH 731 B) pour KHIS, et les partenaires de mise en œuvre ont été encouragés à déclarer les données pour la fourniture de services à la population trans séparément. Cela a permis de produire des données sur la prestation de services de programme propres à la population trans et a également fourni des arguments en faveur de l'inclusion dans la prochaine ronde de l'enquête sur les résultats au pays.**

- **Étape 6 : Renforcement des capacités des représentants du gouvernement dans leurs différents rôles pour travailler avec et pour les personnes trans** – Dans l'esprit de renforcer la capacité des institutions gouvernementales à répondre aux défis de la population trans, il est important de développer et de renforcer les compétences et les connaissances des différentes personnes travaillant avec le gouvernement, y compris les travailleurs de la santé, les enseignants, les décideurs, les parlementaires et d'autres décideurs politiques pour comprendre, identifier et prendre en compte les besoins hétérogènes de la population trans. Même avant le début de la programmation, il serait bon que le gouvernement entreprenne l'adaptation des modules de formation pour inclure les questions de programmation liées à la population trans, ainsi que la recherche et la documentation pour s'assurer que le pays dispose d'agents techniques au gouvernement qui sont en mesure de consulter la communauté dans son ensemble et de présenter et d'articuler les questions trans-spécifiques.

Étude de cas n°4 : Le gouvernement Kenyan a investi dans des initiatives durables de renforcement des capacités pour les personnes chargées de la mise en œuvre des directives nationales relatives aux trans. Le NASCOP a lancé le processus de développement d'une équipe de formateurs issus d'organisations dirigées par des trans pour former les responsables de la mise en œuvre à la programmation de la lutte contre le VIH avec la population trans, conformément aux directives nationales. Au fur et à mesure que les programmes se développeront, le besoin de renforcement des capacités augmentera et, par conséquent, cette équipe de formateurs trans continuera d'être une ressource essentielle.

- **Étape 7 :** Plaidoyer auprès des donateurs pour l'allocation de ressources - Les gouvernements peuvent soutenir et travailler avec les activistes pour mobiliser des ressources auprès de partenaires tels que le PEPFAR, le Fonds mondial et d'autres, afin de soutenir les engagements trans-spécifiques. Ces fonds peuvent être utilisés pour organiser des consultations régionales, acquérir des estimations de taille, et entre autres, documenter les meilleures pratiques. En plus de s'engager auprès des donateurs, les gouvernements doivent s'assurer que leurs propres budgets de PSN prévoient une allocation suffisante pour la programmation trans. "Seuls 0,3 % des fonds de prévention sont affectés à des programmes destinés aux personnes transgenres. Bien qu'à l'échelle mondiale, les personnes transgenres soient environ 12 fois plus susceptibles de contracter le VIH que la population adulte générale, la réponse au VIH au sein des communautés transgenres dans les PRFM est minime".¹¹

¹¹ Aidsfonds. (n.d.) Fast-Track or Off Track: How insufficient funding for key populations jeopardises ending AIDS by 2030. <https://aidsfonds.org/resource/fast-track-or-off-track-how-insufficient-funding-for-key-populations-jeopardises-ending-aids-by-2030>

Je pense qu'une chose est que, s'il s'agit d'un financement du gouvernement, une partie de l'accord de la population clé " sur le terrain " consiste en un financement dédié aux populations clés pour qu'elles soient impliquées de manière significative dans le processus de développement du PSN. Par exemple, s'il s'agit du Fonds mondial et que le bénéficiaire principal est le ministère de la Santé, le Fonds mondial devrait exiger que les associations de transgenres soient financées en tant que sous-réceptaires ou sous-sous-réceptaires, en particulier lorsque l'épidémiologie indique clairement un impact disproportionné sur les groupes de population clés et sur les transgenres dans la communauté. Ce financement permettra aux militants de s'engager de manière significative et active dans le processus du PSN."

Entretien avec Dave Scamell, GPP

Étude de cas 5 : La Commission ougandaise du SIDA a travaillé avec des activistes du PC en Ouganda pour faire pression afin d'obtenir des fonds permettant à la communauté de développer un cadre national de priorités pour le PC. Ce cadre, élaboré avec la communauté du PC, a été adopté par le gouvernement et a servi de base au processus de révision et de développement du PSN.

Étude de cas 6 : En Ouganda, le gouvernement (ministère de la Santé et ministère de la Justice) a travaillé avec des activistes de la société civile pour faire pression sur le Fonds mondial afin d'obtenir des ressources pour élaborer un plan de réponse global visant à éliminer les obstacles à l'accès aux services liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme en Ouganda, avec l'appui technique de l'ONUSIDA.¹²

- **Étape 8 : Budgétiser un engagement significatif** - Les gouvernements peuvent délibérément inclure des ressources dans le budget national pour la participation des trans. Un engagement significatif pourrait impliquer des lignes budgétaires pour le transport afin de participer aux réunions, la mobilisation d'un réseau trans dans le pays pour s'établir afin de participer à long terme aux groupes de travail et aux espaces de réunion appropriés. Il est important de reconnaître la nécessité d'établir d'abord un réseau trans, ou un groupe de travail trans, car il se peut que dans certains pays, l'engagement des trans soit complètement invisible.

Étape 9 : Communication et diffusion d'informations - Pour que les personnes transgenres puissent participer de manière efficace aux processus clés tels que le plan stratégique de lutte contre le VIH/sida, des efforts délibérés doivent être déployés pour rationaliser la manière dont le gouvernement communique avec les communautés. Dans de nombreux pays, la communication se fait par l'intermédiaire des personnes élues par le PC pour les représenter dans les GTT du gouvernement, par le partage dans les réseaux du PC ou les groupes de causes similaires tels que les groupes de jeunes, de femmes, de PWID, de MSM, entre autres. Des efforts plus soutenus doivent être déployés pour simplifier les rapports, les évaluations et les recherches qui énoncent la position du gouvernement sur les questions trans, les supports de communication qui alertent les personnes trans sur les processus avec des conseils sur la manière dont elles peuvent participer, et la diversification des canaux de communication, y compris les langues utilisées. Il est nécessaire que ces documents soient fournis aux activistes trans en temps utile, dans une langue qu'ils peuvent comprendre. Les activistes trans doivent également être guidés et encadrés sur la façon de manœuvrer les procédures gouvernementales qui peuvent, parfois, être bureaucratiques. Des communications fréquentes et en temps utile contribuent à instaurer la confiance, à entretenir les relations de travail et à garantir que les militants disposent des informations pertinentes pour s'engager et apporter une valeur ajoutée aux processus.

¹²The Global Fund. (2019). National Strategic Plan to Reduce Human Rights-Related Barriers to HIV, TB and Malaria Services: Uganda 2020-2024. https://www.theglobalfund.org/media/9768/crg_humanrightsuganda2020-2024_plan_en.pdf